

La Lettre du CEFRES

Centre français de recherche en sciences sociales de Prague
Unité de service et de recherche 3138 du CNRS
Vyšehradská 49, 128 00 Praha 2, CZ
www.cefres.cz

Numéro 26
décembre 2008

SOMMAIRE

Éditorial	p. 1
Ateliers & conférences	
- Atelier en sciences sociales	p. 3
- Atelier en sciences historiques de Prague	p. 4
- <i>Les recherches sur les origines et l'évolution du langage</i> . Conférence de Gérard Lenclud	p. 8
- <i>Claude Lévi-Strauss aujourd'hui</i> . Conférence de Gérard Lenclud	p. 9
- Comment affronter à vingt-sept les nouveaux défis de l'agriculture et du développement rural ?	p. 9
- Les communes tchèques dans l'Union européenne	p. 10
Recherche	
- Le traitement des héritages culturels du XIX ^e siècle sous les régimes communistes centre-européens des années 1940 à 1960	p. 11
Focus	
- État des lieux des débats de politique extérieure à la veille de la Présidence tchèque	p. 12
Agenda	p. 13
Soutenance et publications	p. 14

Éditorial

Le monde qui vient...

L'année 2008 s'annonçait comme un temps de relance de la construction européenne. La poursuite du processus de ratification du traité de Lisbonne, les priorités de la présidence française de l'UE étaient tournées vers la réalisation de cet objectif. Or, des crises à répétition ont bouleversé l'agenda politique. Le séisme financier de l'automne a fait surgir la menace d'un désordre international sans précédent¹. Pourtant, l'Europe n'a pas encore pris la pleine mesure des risques de l'implosion de système. Les effets d'une crise dont la portée dépasserait celle de 1929 ne sont pas allés jusqu'à leur terme.

Les plans de sauvetage puis de relance, au demeurant nécessaires, s'avèrent une réponse de court terme alors que la récession économique s'annonce profonde et durable. Qui pourrait se hasarder à en prédire le terme ? Ni les responsables expérimentés qui s'activent pour juguler la tourmente, ni les experts avertis qui proposent de

¹ Voir les articles que la revue *Le Débat* consacre à « la tourmente financière » *Le Débat*, n° 151, septembre-octobre 2008, 49-85.

refonder le système financier, ne sont assurés de disposer des remèdes adéquats pour retrouver l'équilibre.

La croyance dans les dogmes du libéralisme économique s'est trouvée ébranlée. D'aucuns s'interrogent sur la capacité du système à s'autoréguler, des voix se font entendre pour dire que le capitalisme est en train de s'autodétruire, prédire qu'il touche à sa fin et qu'un nouveau système dont la configuration est encore inconnue émergera à l'issue d'une transition de quelques décennies. D'autres encore voient dans la conjonction des menaces nées de l'accaparement des ressources et des excès du capitalisme financier, les limites de la mondialisation et le signe annonciateur d'une crise de civilisation. C'est la capacité même de notre planète à assurer de manière durable la vie qui est remise en cause.

Face à la montée des inquiétudes qui nous assaillent de toutes parts, nous disposons de peu de repères pour comprendre et agir. La connaissance des œuvres philosophiques de la pensée libérale peut nous aider à prendre la mesure des égarements du temps présent. C'est dans cette perspective, que le CEFRES a choisi de mettre au programme 2008-2009 de l'atelier en sciences sociales le thème « Penser les libertés, revisiter le libéralisme » afin de susciter une réflexion sur ces questions. Cette démarche trouvera son prolongement, en 2009, dans le cycle de conférences « Intelligence du monde » dont le CEFRES est partenaire.

Pour saisir la portée de la crise actuelle, ses implications et ses effets d'enchaînement, il faut pouvoir penser la complexité. Les sciences sociales peuvent apporter sur ce point une contribution décisive. Si on considère la société ou l'économie comme un système complexe, il faut admettre qu'il évolue sans cesse et peut être ponctué de mutations radicales (les « catastrophes » au sens du mathématicien René Thom). Ce risque est inhérent au système. La science économique est en mesure de déchiffrer les cycles longs conjoncturels. Selon cette approche, nous serions à présent à la fin d'une phase B du cycle de Kondratieff, dans laquelle pour générer du profit le capitalisme se financiarise et devient spéculatif. Lorsque explose une bulle spéculative (l'appréciation extrême du prix d'un actif), le déclin virtuel se fait alors réel et s'accompagne d'une brutale destruction de valeur avec son cortège de faillites et de destructions d'emplois.

Pour éclairer la gravité de la crise, le sociologue américain Immanuel Wallerstein² explique que « ce moment du cycle conjoncturel coïncide avec (...) une période de transition entre deux systèmes de longue durée ». Si le capitalisme est le système qui a su produire le plus de biens et de richesses, ses possibilités d'accumulation réelle ont atteint leurs limites. Le mode d'accumulation du capital que nous avons connu est remis en cause. La dépression dans laquelle le monde est brutalement entré serait similaire à la phase d'effondrement du système féodal et à son remplacement par le système capitaliste, il y a cinq siècles. Ce système que l'Europe a autrefois inventé s'est étendu au monde à la faveur de la globalisation. Le moment de transformation en 2008 marque-t-il une nouvelle étape du capitalisme ou annonce-t-il la phase terminale de désintégration de ce système ? Une telle bifurcation ouvrirait alors une période d'impuissance et de chaos géopolitique qui, en dépit de tentatives de retour à l'équilibre, entraînerait une transformation des rapports de force politiques, une reconfiguration du système monde et un nouveau déplacement des centres de pouvoir. Loin de tenir la crise pour l'épiphénomène d'un mouvement cyclique, peut-être devons nous la penser historiquement, en replaçant le tournant actuel dans la longue durée de l'histoire.

Il s'agit là de questions auxquelles les chercheurs du CEFRES ont commencé à réfléchir, en synergie avec les programmes de recherche qui se mettent en place en France sur ces thèmes, notamment à l'ANR (Agence nationale pour la recherche) qui prépare un colloque conjoint avec la National Science Foundation des États-Unis sur la complexité sociale, comportementale et cognitive en avril 2009.

D'ici là, qu'il me soit permis de souhaiter à tous, et particulièrement à nos amis tchèques qui vont prendre la présidence de l'Union, une bonne année 2009.

Marie-Claude Maurel
Prague, 8 décembre 2008

² Immanuel Wallerstein, "The depression : a long term view", 15th October 2008, <http://www.monthlyreview.org/mrzine/wallerstein161008.html>

Ateliers & conférences

ATELIER EN SCIENCES SOCIALES

« Penser les libertés, revisiter le libéralisme »

Atelier organisé par le CEFRES, en partenariat avec l'Université Charles, l'École des hautes études en sciences sociales, l'École normale supérieure, lettres et sciences humaines de Lyon

En République tchèque, le libéralisme est présenté comme l'expression privilégiée de la modernité. Une partie de la classe dirigeante affirme son attachement à une doctrine libérale, reconnaît le primat du marché, prône la défense des intérêts individuels et de l'entreprise privée. En France, jusqu'à ces derniers temps, le libéralisme économique a fait figure d'épouvantail auprès d'une large partie de l'opinion. Il est à présent au cœur de nouveaux enjeux politiques. Dans une version ultra libérale, tout un courant réformateur, présent dans de nombreux pays européens, entend faire peser sur l'individu la charge de sa protection conduisant ainsi à une remise en cause de l'Etat providence.

Pour éclairer le débat, il convient de faire retour sur la complexité de la pensée libérale telle qu'elle prend ses origines dans la philosophie politique (Montesquieu, Tocqueville) et qu'elle se décline à travers les doctrines et approches théoriques du libéralisme économique.

Le séminaire a pour objectif d'interroger l'histoire de ce concept en évoquant les grandes figures de la pensée politique qui ont cherché quelles institutions politiques, sociales, économiques, peuvent le mieux garantir aux hommes liberté, sécurité et prospérité. On cherchera également à mettre en évidence la circulation de l'idée libérale dans d'autres espaces de référence que l'espace européen (nord américain et/ou asiatique).

- Lundi 3 novembre, au CEFRES

Jean-Christophe Angaut (Philosophe, maître de conférences à l'ENS-LSH)

« La liberté des peuples entre question sociale et question nationale : Bakounine et les révolutions de 1848 »

Jean-Christophe Angaut a défendu l'idée que la participation de Bakounine aux révolutions de 1848 devait être située d'un double point de vue. En premier lieu parmi les multiples composantes de ces révolutions : en 1848 s'entrecroisent en effet des aspirations politiques, sociales et nationales, parfois sur un même territoire – c'est le cas en Europe centrale et orientale. Dans ce contexte, Bakounine se signale pour avoir été partisan de ces trois dimensions de la révolution. Présent à Paris en mars 1848, où il est connu pour ses prises de position démocratiques et socialistes, il se rend bien vite vers l'est de l'Europe, avec pour projet d'infléchir le soulèvement des nationalités contre l'empire d'Autriche dans le sens d'un soulèvement général des peuples contre toutes les autocraties, prussienne, autrichienne ou russe. De ce premier point de vue, la participation de Bakounine au « printemps des peuples » pose la question de la liberté des peuples et Jean-Christophe Angaut rappelle que cette dernière expression doit s'entendre en trois sens : le peuple, entité centrale et mythifiée des révolutions de 1848, désigne à la fois un acteur politique, un être social aux contours flous et une nationalité déterminée. La difficulté à laquelle sera confronté Bakounine, et dont témoigne son *Appel aux Slaves* de l'automne 1848, tient à ceci que ces différentes dimensions peuvent entrer en concurrence : l'échec de l'insurrection de Prague de juin 1848, auquel ce texte fait écho, apparaît comme un événement symptomatique de ces contradictions.

En second lieu, la participation de Bakounine aux révolutions de 1848 doit être référée à son itinéraire personnel. Jean-Christophe Angaut a montré les liens entre Bakounine et les jeunes hegelien via ses premiers textes publiés dans l'Allemagne des années 1842-43. Par delà cette mise en contexte des textes politiques qui accompagnent l'action de Bakounine au cours des révolutions de 1848, la conférence a caractérisé la position politique qu'adopte à cette époque le futur théoricien de l'anarchisme : tenant d'un socialisme démocratique et cosmopolitique, il n'en est pas moins amené à défendre des soulèvements nationaux et à se heurter aux critiques de Marx et de son entourage, qui ne voient dans son action que « panslavisme démocratique ». Plus précisément, c'est le type de liberté politique que postule l'engagement socialiste et démocratique de Bakounine au cours de cette période qui est en cause et l'analyse qu'en a faite Jean-Christophe Angaut est une manière de questionner le monopole de la tradition libérale sur cette thématique.

- Lundi 8 décembre, au CEFRES

Philippe Urfalino (sociologue, directeur de recherche au CNRS, directeur d'études EHESS)

« **La règle de majorité et le respect de la liberté sociale** »

Dans l'histoire des institutions politiques comme de la philosophie politique, la règle de majorité présente une particularité remarquable : son usage est devenu dominant, au point que sa justification paraît évidente et que la pratique de la décision à la majorité est identifiée, en partie à tort, à la démocratie, alors même qu'elle n'a suscité que fort peu de réflexions systématiques et de grande ampleur. En effet, la règle de majorité n'a fait l'objet d'aucun grand livre mais d'une multitude d'articles dispersés dans la période contemporaine, et elle n'a que peu intéressé la philosophie politique moderne et ses auteurs classiques. On ne trouve que quelques lignes qui s'y réfèrent dans Grotius, Hobbes, Locke ou Rousseau.

Cet écart entre, d'un côté, la prédominance de la règle de majorité dans nos sociétés, sa légitimité apparemment évidente et, de l'autre côté, le peu d'intérêt que la pensée politique lui a manifesté, s'explique peut-être par deux traits de la philosophie politique moderne. Dans un premier temps, à partir du XVI^e siècle, la règle de majorité s'est imposée comme un expédient permettant le mouvement du corps politique, dès lors que ce mouvement ne pouvait plus être impulsé par un seul, le monarque, et que la règle d'unanimité semblait paralysante. Dans un second temps, elle a dû sa légitimité à son identification au gouvernement par le plus grand nombre et au contraste avec le pouvoir d'une aristocratie. Bref, la décision à la majorité fut justifiée par défaut : par opposition à la monarchie et à l'oligarchie, devenues inacceptables ; et parce que la décision à l'unanimité était estimée inapplicable.

Il faut attendre la première moitié du XX^e siècle, dans un moment où la démocratie est confrontée à de nouveaux adversaires, le communisme, le nazisme et le fascisme, pour que la règle de majorité trouve l'un de ses meilleurs avocats en la personne du grand juriste et philosophe du droit autrichien, Hans Kelsen. Ce dernier propose une justification libérale de la décision majoritaire : sa valeur tient moins au respect de l'égalité des électeurs qu'au fait qu'elle maximise le nombre de ceux pour qui la volonté collective est en accord avec leur volonté individuelle.

ATELIER EN SCIENCES HISTORIQUES DE PRAGUE

- Jeudi 9 octobre 2008, au CEFRES

Présentation de l'Atelier en sciences historiques de Prague

Lors de cette séance inaugurale de l'atelier, fruit d'une collaboration entre la Faculté des Lettres de l'Université Charles de Prague, le Centre français de sciences sociales et le CNRS / EHESS (Paris), en présence de nombreux doctorants et étudiants de master, Marie-Claude Maurel (EHESS), directrice du CEFRES, a tout d'abord exposé les objectifs, le programme et l'équipe de chercheurs du CEFRES. Puis Martin Nejedlý, de l'Université Charles, a commenté le déroulement de l'atelier en sciences historiques pendant l'année universitaire 2008-2009. Catherine Servant, accueillie en délégation CNRS au CEFRES, a ensuite exposé les grandes lignes de ses recherches récentes et du séminaire qu'elle coordonne au CEFRES, pour le deuxième semestre 2008-2009, sur « Le traitement des héritages culturels du XIX^e siècle sous les régimes communistes centre-européens des années 1940 à 1960 ». Éloïse Adde, Jiří Hnilica et Václav Žurek, doctorants en histoire accueillis au CEFRES, ont clos la séance en présentant le sujet de leur thèse en préparation.

- Jeudi 9 octobre 2008, au CEFRES

Françoise Autrand (professeur émérite ENS)

« **Christine de Pizan, le regard d'une Italienne sur la France** »

Christine de Pizan (1365-1430), poète de renom sous le règne de Charles VI, fut aussi un auteur politique important qui écrivait, en moyen français, sur les questions de son temps. En se fondant principalement sur le texte autobiographique, mi-allégorique, mi-réaliste, de *L'Advison Cristine* (1405), Françoise Autrand s'interroge dans un premier temps sur la nationalité – ou double nationalité – de Christine, laquelle, née à Venise et se

proclamant « femme italienne », a consacré toute son attention à la France. Dans le second volet de son intervention, « La France au miroir des États », la conférencière se penche sur les exemples à l'aune desquels Christine de Pizan a porté ses regards lucides et critiques sur la situation politique française : l'exemple *italien*, tout d'abord, que Christine observe de manière avertie, sans stéréotype ni concession ; puis l'exemple de *l'Angleterre*, qu'elle aborde en condamnant l'injustice des conquêtes « à l'épée », réprouvant tout particulièrement la « déshonorable paix » du traité de Brétigny ; enfin, l'exemple de *l'Empereur*, sur lequel Christine se fonde pour montrer que l'empire de la raison et le devoir de justice forment l'essence de la souveraineté.

- Jeudi 30 octobre 2008, au CEFRES

Frédéric Barbier (directeur de recherche CNRS, directeur d'études EPHE)

« 1493-1545 : l'invention du livre imprimé »

Tandis que l'année 2008 marque les cinquante ans de l'histoire du livre – la première édition de *L'Apparition du livre*, de Lucien Febvre et Henri-Jean Martin, date de 1958 –, Frédéric Barbier inaugure sa conférence en rappelant que l'on distingue communément trois révolutions : l'invention de l'imprimerie (vers 1450), l'émergence de la librairie de masse (à partir des années 1760-1770 et au XIX^e siècle), enfin, la révolution médiatique propre au XX^e siècle. Dans une première partie intitulée « Typologie de l'innovation », F. Barbier évoque ensuite le « système technique d'ensemble » dans lequel s'inscrit l'invention de Gutenberg vers 1450. À la suite des pièces xylographiées et d'un certain nombre de techniques prototypographiques dont on ne sait quasiment rien aujourd'hui, la typographie en caractères mobiles mise au point par Gutenberg s'impose sans tarder comme la plus fiable. Elle constitue non seulement une révolution technique, mais aussi une innovation « organisationnelle » et intellectuelle et un tout nouveau produit de consommation, une « marchandise » (selon le mot de Febvre et Martin) dont il faut assurer et faire accepter la diffusion auprès du public. Dans la deuxième partie de sa conférence – « L'invention du livre imprimé » –, l'historien rappelle qu'aux tout débuts de l'imprimerie, il s'agit de *reproduire* ce qui existe, et non de produire du nouveau. D'où, entre autres techniques très sophistiquées, la multiplication des caractères destinés à reproduire les abréviations des manuscrits, ou encore la complexité du procédé utilisé pour réaliser les incipit. Si l'imprimerie, connaissant vite une immense fortune, se déploie initialement dans nombre de cités européennes d'importance diverse, la diffusion très rapide de cette technique occasionne, à échéance de deux décennies, un phénomène de saturation d'un marché resté traditionnel. De la sorte, une autre configuration des réseaux fait bientôt son apparition. D'une part, on assiste à une rationalisation et une concentration des lieux de production – dès la fin du XV^e siècle, les deux tiers de la production sont désormais assurés par les vingt premières villes d'Europe, à la tête desquelles Paris, Venise, Lyon et Leipzig. D'autre part, pour les villes qui ne comptent pas parmi les centres les plus importants, un marché se propose, entraînant une recherche de plus en plus active de l'innovation de produit pour se distinguer des grandes villes, toucher d'autres catégories de lecteurs, assurer le succès commercial : impression de nouveaux textes, introduction d'illustrations dans les livres, développement de types de produits jusque-là restés en retrait – telles la traduction et l'édition en langue vernaculaire... À partir de plusieurs exemples de livres publiés à la fin du XV^e siècle et dans la première moitié du XVI^e, F. Barbier clôt son intervention en exposant les « conséquences de cette invention », du développement de la foliotation à la constitution de registres, en passant par l'enrichissement considérable de la pratique du paratexte. De sorte que, si l'imprimerie est effectivement inventée en 1452, le livre imprimé ne l'est réellement qu'à échéance d'une génération au moins, selon un schéma qui correspond parfaitement à la théorie classique de l'innovation.

La conférence a été suivie de l'exposé des travaux de recherche d'Éloïse Adde, doctorante en histoire (Paris I / Paris IV, 4^e année) actuellement accueillie au CEFRES, sur le thème : *La Chronique de Dalimil et les débuts de l'historiographie nationale en langue vulgaire en Bohême aux XIV^e et XV^e siècles*. En présence de Frédéric Barbier.

- Jeudi 13 novembre 2008, au CEFRES

Hommage à Bronisław Geremek,

avec la participation de **Georges Mink**, directeur de recherche au CNRS, **Marie-Claude Maurel**, directrice du CEFRES et **Martin Nejedlý**, Université Charles

Georges Mink (CNRS), le premier intervenant de cette matinée en hommage à Bronisław Geremek (1932-2008), interroge à la faveur d'une contribution intitulée « Un intellectuel "égaré" en politique » l'itinéraire d'un homme qu'il a côtoyé personnellement, en se demandant comment l'historien médiéviste polonais en est venu à s'engager dans la vie politique de son pays. Georges Mink reconstitue la suite des « conversions », aussi vigoureuses que sincères, jalonnant la vie de Bronisław Geremek : conversion profonde du judaïsme au christianisme marquant ses jeunes années ; puis adhésion au Parti communiste jusqu'à la grande désillusion de 1968, après laquelle il rendit sa carte pour endosser le statut de l'intellectuel engagé, s'efforçant de repousser les limites du système communiste ; dans les années 1980, contribution majeure à l'action et aux choix stratégiques du mouvement Solidarność ; enfin, après la chute du rideau de fer, accession à de hautes fonctions politiques en Pologne et au niveau européen, en un temps où B. Geremek est devenu un porte-parole des valeurs universelles.

La contribution de Martin Nejedlý (Université Charles) porte sur Bronisław Geremek « historien des pauvres et des marginaux dans l'Europe médiévale ». Passionné d'histoire sociale et d'histoire des mentalités, B. Geremek s'est tourné plus spécifiquement vers l'étude de la misère, de la délinquance, de l'exclusion, des thèmes déclinés dès sa thèse (*Les Marginaux parisiens aux XIV^e et XV^e siècles*, édition française 1976), puis dans nombre d'ouvrages. M. Nejedlý insiste sur les liens unissant l'historien polonais, qui étudia en France dans les années 1950-1960, à l'École des Annales : ambition d'une « histoire totale » – ou « sociale » – s'écartant de la narration des guerres et des vies de monarques ; reconnaissance de la catégorie historique de la « longue durée », appréhendée au contact direct de Fernand Braudel et des médiévistes dont il se sentait proche, Georges Duby et Jacques Le Goff. C'est à Paris, lors de son premier séjour de 1956, que B. Geremek s'est orienté vers l'étude des pauvres et de la misère, à une époque où ce thème était considéré avec étonnement, scepticisme, voire dédain par les médiévistes. Un tel centre d'intérêt correspondait, d'une part, à la prédilection idéologique du jeune marxiste comprenant que l'époque contemporaine, qui l'attirait initialement, ne pouvait être abordée de manière objective et honnête dans les années 1950, et trouvant une sorte de refuge dans le Moyen Âge ; d'autre part, ce choix reflétait le goût du chercheur pour les terrains historiques et épistémologiques peu défrichés. M. Nejedlý relève plusieurs fils conducteurs dans l'œuvre historique de B. Geremek : passion de la géographie et des paysages, dont l'homme et les sociétés sont indissociables ; double mission assignée à l'histoire du Moyen Âge, laquelle doit non seulement décrire des structures sociales et économiques, mais aussi prendre en compte leur interaction avec l'imaginaire et le symbolique (voir *Les Fils de Caïn*) ; articulation, à différents niveaux, entre structures économiques et fait religieux ; enfin, conception en deux temps de l'écriture de l'histoire, où l'historien, après l'analyse rigoureuse des documents, doit transcender les sources pour faire œuvre littéraire.

Dans son intervention consacrée au « grand Européen » Bronisław Geremek, Marie-Claude Maurel (EHES-CEFRES) aborde l'engagement et le message de l'intellectuel en relisant notamment plusieurs de ses textes récents consacrés à l'Europe. Plus qu'aux étapes du parcours, elle s'attache aux formes et à la continuité de *l'engagement*, à ce « goût de l'engagement » et du « service à exercer » (selon les propres formules de B. Geremek) qui caractérisaient l'homme public. Un engagement sans concession, tant à l'époque de l'adhésion au communisme que pendant les années de lutte au sein de Solidarność, puis au lendemain de 1989, alors que le nouveau contexte politique polonais le conduit à dénoncer l'affaiblissement de la morale politique, le populisme et la démagogie. Par la suite, B. Geremek occupe la fonction de ministre des Affaires étrangères (1997-2000), préside à l'entrée de la Pologne dans l'OTAN, boucle la négociation sur l'adhésion à l'Union européenne, devient député européen en 2004. Parmi ses derniers grands combats politiques, M.-C. Maurel mentionne, en 2007, son opposition aux jumeaux Kaczyński et sa prise de position sur les conséquences du « non » irlandais. Dans un second temps, M.-C. Maurel s'emploie à restituer le *message politique* de B. Geremek, en particulier son invitation à repenser l'Europe dans ses principes comme dans ses réalités (voir *Visions d'Europe*, 2007). Il s'agit en effet pour lui de « penser l'Europe comme communauté », tout spécialement à l'heure du grand élargissement à 25 puis 27. Préoccupé de la cohésion politique de l'Union, il s'interroge sur la crise traversée par cette dernière et insiste sur la question de l'identité européenne et la nécessité de penser une communauté procédant d'une unité de civilisation, de racines et de valeurs. B. Geremek en retient les deux grands moments de la chrétienté médiévale – la « première unification » du XIII^e siècle – et de la République des Lettres d'Erasmus aux Lumières. Ces deux expériences – unité de la foi chrétienne, confiance dans la force de la raison –, ce double enracinement dans la tradition judéo-chrétienne et dans la philosophie humaniste, constituent pour l'identité européenne des références majeures, fondées sur la place centrale attribuée à la personne humaine, à la dignité et la liberté de l'homme, à la justice et la solidarité. B. Geremek apporte aussi de précieux éléments de réflexion sur les difficultés actuelles à s'unir et à surmonter les différends, à asseoir une conscience européenne et une mémoire commune, dans une Europe fédérant des États-nations que l'histoire

du XX^e siècle a divisés plutôt que rassemblés. Or, la mémoire commune est au fondement du sentiment de l'identité partagée ; dès lors, B. Geremek nous incite à « accorder une place prioritaire à l'éducation européenne et à la citoyenneté européenne » et à nourrir l'identité européenne de l'histoire par la confrontation des histoires différentes.

- Jeudi 13 novembre 2008, au CEFRES

Christophe Prochasson (directeur d'études à l'EHESS)

« Qu'est-ce que consentir à la guerre ? Une controverse historiographique française autour de la Grande Guerre »

À la faveur de cette conférence, prononcée à l'heure de la commémoration du 90^e anniversaire de la fin de la Première Guerre mondiale, Christophe Prochasson s'interroge sur la notion du *consentement patriotique* de guerre, à la fois thèse décisive de l'approche historiographique récente de la Grande Guerre et « mécanisme énigmatique », selon la formule de l'historien. Depuis une vingtaine d'années, alors que l'histoire de la guerre de 14 se place « à hauteur d'homme », se pose la question de sa durée : pourquoi et comment les soldats ont-ils tenu, alors que la guerre rapide et offensive prévue à l'origine a été dépassée au bout de quelques mois ? L'une des réponses à cette question est la thèse du *consentement patriotique*, initialement défendue par l'historien Jean-Jacques Becker, aujourd'hui reprise et développée par plusieurs historiens issus de l'histoire culturelle de la Grande Guerre. Selon J.-J. Becker, les soldats seraient entrés dans la guerre de manière résignée, dans une acceptation réaliste, parfois désespérée, prêts à défendre leur patrie qu'ils croyaient menacée, une thèse étayée par les faits et les chiffres – petit nombre des mutineries, actes de résistance, désertions... Une fois admise l'idée du consentement patriotique, reste à apprécier ses ressorts et mobiles, la gamme complexe des sentiments qui ont présidé à une telle posture – de la pleine acceptation, résultant de l'intériorisation de valeurs, au refus intime, expression de la pure liberté individuelle.

Aujourd'hui remise en cause par des spécialistes s'affirmant comme plus sensibles aux composantes sociales et politiques des sociétés, la thèse du consentement, autour de laquelle s'affrontent des conceptions différentes de l'histoire, se voit opposer trois types d'arguments : tout d'abord, la *mise en évidence des refus*, quoique ceux-ci revêtent un caractère minoritaire (ce à quoi les tenants d'un tel point de vue objectent que ces événements ont été sous-estimés, voire occultés par « l'histoire officielle ») ; ensuite, l'argument des *contraintes externes* auxquelles les soldats se sont trouvés soumis – hiérarchie de l'armée, menace de mort, et même « auto-contrainte » résultant non seulement d'une propagande active, mais aussi d'une morale sociale intériorisée et d'une éducation civique républicaine où l'honneur jouait un grand rôle ; enfin, sur fond de doute méthodologique radical, une *critique du culturalisme* selon laquelle les interprétations « culturelles » convoquant la notion de consentement conduisent à la surinterprétation des sources au moyen de grilles de lecture aléatoires, et à un psychologisme vulgaire négligeant le poids des contraintes sociales et des circonstances. C. Prochasson précise que cette critique dénonce aussi la stérilité de la « guerre des témoignages » initiée par les historiens, invitant à se tourner vers d'autres sources et modes d'interrogation des témoins.

La thèse du consentement prend pour cible le discours pacifiste élaboré dans l'entre-deux-guerres (surtout les années 1920), un discours fondé sur de multiples témoignages présentant les soldats comme des victimes sacrifiées et non consentantes. Or, on en est venu à mettre en cause l'universalité de ces récits victimisants en se tournant vers d'autres documentations contemporaines du conflit : correspondances, journaux intimes, fonds du contrôle postal, graffiti et inscriptions dans les trains de soldats... Ces sources reflètent l'incertitude et la confusion des sentiments, l'alternance entre mobilisation et découragement, et montrent que le refus affiché de la guerre constituait alors une posture socialement impossible à tenir ; elles dévoilent également les voies très détournées et critiques par lesquelles s'exprime le consentement, ainsi que les véritables stratégies mises en œuvre pour se soustraire à la guerre tout en donnant l'impression d'y participer.

Si une source ne prouve jamais rien par elle-même – *a fortiori* une thèse aussi généralisante que celle du consentement –, le massif documentaire mis à la disposition des historiens n'en fournit pas moins nombre d'indices susceptibles de s'accorder sur cette hypothèse. Pour finir, C. Prochasson se propose cependant de travailler davantage la notion complexe de consentement en recourant à l'examen des usages auxquels elle donne lieu en d'autres domaines de la connaissance : le droit, la médecine, la psychologie. Selon l'historien, ces acceptions permettent d'envisager cinq dimensions de la question : dimensions sociale, morale, juridique, politique et psychologique. C'est à ces cinq niveaux que le dossier du consentement durant la Première Guerre mondiale devrait être rouvert afin d'apporter des réponses plus méthodiques et moins idéologiques, d'appréhender les différentes « facettes » du consentement – lequel peut être « libre » ou « forcé »... –, de

l'inscrire aussi dans une plus longue durée et dans une tradition conceptuelle susceptible d'en préciser et d'en densifier le contenu.

À la suite de la conférence, Jiří Hnilica, doctorant en histoire (Université de Paris I / Université Charles de Prague) accueilli au CEFRES, a exposé en présence de Christophe Prochasson le sujet de sa thèse, portant sur *La France dans la formation des élites tchécoslovaques, 1900-1948*.

- Jeudi 11 décembre 2008, au CEFRES

« Aux sources de l'idée d'union européenne »

Avec la participation de **Martin Nejedlý** (Faculté des Lettres de l'Université Charles), **Olivier Marin** (Université de Paris XIII), des étudiants du séminaire historique franco-tchèque **Émilie Volz** (Université de Nantes) et **Matouš Turek** (Université Charles), des doctorants en histoire **Éloïse Adde** (Paris I / Paris IV / CEFRES) et **Jaroslav Svátek** (Université Charles / Lille III)

Ouverte par M. le conseiller culturel, Jean-Marc Berthon, la conférence présentait le premier projet d'union des États européens rédigé vers 1463-1464 à l'initiative du roi de Bohême.

Dans une brillante intervention, l'historien Martin Nejedlý a retracé le contexte de la conception de ce premier traité et a souligné la portée de ce projet visionnaire. Le premier projet d'union des États européens fut conçu en Bohême dans les années 1463-1464 à l'initiative du roi Georges de Poděbrady et de son conseiller français Antonio Marini originaire de Grenoble. Il prit la forme d'un projet de traité international multilatéral ouvert à tous les États et que l'on peut considérer comme une charte d'organisation générale de la paix. L'ensemble politique qu'elle proposait d'établir n'aurait pas eu un caractère étatique mais celui d'une « union » à laquelle auraient été également confiées des affaires d'ordre pratique comme l'introduction et la frappe d'une monnaie commune ainsi qu'une régulation des prix alimentaires. En matière de politique internationale, la principale institution de cette union aurait été une assemblée permanente des délégués des États membres. Le projet reposait sur le principe de l'égalité entre les États dans le domaine du droit international, sans considération de leur structure interne et de leur forme de gouvernement.

Olivier Marin (Université Paris XIII, professeur invité par l'Institut d'histoire de la Faculté des lettres dans le cadre du programme européen Erasmus) est ensuite intervenu sur le thème : « Comment prendre langue ? Les intermédiaires linguistiques dans les récits de voyage tchèques en Europe occidentale ».

Pour clôturer la matinée, deux doctorants Éloïse Adde (Universités de Paris I et Paris IV/cefres) et Jaroslav Svátek (cotutelle Université Charles/Université de Lille III) ont présenté le livre : *De la Bohême jusqu'à Compostelle. Aux sources de l'idée d'union des États européens*, paru aux éditions Atlantica, en décembre 2008. Cet ouvrage s'inscrit dans le projet de recherche financé par le ministère tchèque de l'Enseignement, de la jeunesse et des sports « Les Pays tchèques au cœur de l'Europe : relations franco-tchèques ». Le livre rassemble le traité de Georges de Poděbrady ainsi que deux récits jusque-là inédits en français qui décrivent le voyage de l'ambassade diplomatique qui est allée présenter le projet dans les cours européennes. Deux étudiants, Émilie Volz (Université de Nantes) et Matouš Turek (Université Charles) ont analysé ces récits.

LES RECHERCHES SUR LES ORIGINES ET L'ÉVOLUTION DU LANGAGE. UN EXERCICE D'INTERDISCIPLINARITE OBLIGÉE

Conférence de **Gérard Lenclud**, anthropologue, directeur de recherche au CNRS

Lundi 20 octobre 2008, au CEFRES

Les origines du langage constituent une énigme. Le langage n'a pas toujours existé. D'autre part, on ne comprend pas comment il a pu naître puisqu'il ne suffit pas, pour que le langage vienne à faire son apparition, qu'un être invente le discours parlé ; il faut que son vis-à-vis soit en mesure de comprendre ce qui lui est dit dans ce discours. À cette énigme, il n'y a qu'une seule voie de réponse possible : le langage a évolué à partir de formes prélinguistiques. La conférence de Gérard Lenclud a présenté l'état actuel des recherches sur les origines et l'évolution du langage. Ces recherches mobilisent des spécialistes de disciplines très différentes, sciences de la nature et sciences humaines, alliées entre elles selon des modalités qui seront analysées. On y trouve, évidemment, des biologistes (biologie de l'évolution, biologie du développement, génétique moléculaire, génétique des populations, spécialistes de la neuroanatomie, spécialistes de la neuropsychopathologie, etc.),

des paléanthropologues (paléontologie humaine), des archéologues (préhistoriens des différentes époques) mais aussi des primatologues, des psychologues expérimentaux, des spécialistes de la modélisation mathématique et informatique, des philosophes de l'esprit, des anthropologues et, bien sûr, des linguistes.

Gérard Lenclud a introduit sa conférence par l'analyse des travaux en histoire des idées et en histoire des sciences sur l'origine du langage. Il a montré les problèmes de terminologie que les recherches sur le langage impliquent : définition du langage, de la faculté de langage, de la faculté de parole, relevant non seulement de la linguistique mais de la philosophie.

La conférence a abordé ensuite la contribution à ces recherches des spécialistes de la communication animale et, notamment, des primatologues et des spécialistes des sciences de l'évolution et notamment de paléontologie humaine. Les travaux des spécialistes d'archéologie préhistorique avec d'autres méthodes, traitent également des origines du langage. Comment, en particulier, conclure de l'existence d'un objet trouvé dans le sol ou d'une entreprise dûment réalisée par nos lointains ancêtres que ses utilisateurs ou ses auteurs disposaient, ou non, du langage, ou d'un langage ?

La dernière partie de la conférence a été consacrée à la contribution des linguistes à ces recherches et à leurs hypothèses sur l'évolution du langage et en particulier sur les « protolangages » et les formes prélinguistiques du langage.

CLAUDE LÉVI-STRAUSS AUJOURD'HUI

Conférence de **Gérard Lenclud**, directeur de recherche au CNRS, dans le cadre du cycle *Figures de pensée*, co-organisé par le CEFRES et le SCAC de l'Ambassade de France à Prague

Mardi 21 octobre 2008, à l'Institut français de Prague

À l'occasion du centième anniversaire de Claude Lévi-Strauss, Gérard Lenclud a montré que l'œuvre de l'éminent anthropologue n'est pas seulement un classique de l'histoire des sciences humaines mais aussi une œuvre de pensée toujours actuelle. Il a pris pour ce faire trois exemples. La conception proposée par Lévi-Strauss du fonctionnement de l'esprit humain est tout d'abord le cœur du projet de l'anthropologie structuraliste. La façon dont Lévi-Strauss pense la relation entre l'unité de l'homme et la diversité des cultures, alliant universalisme et relativisme, est ensuite particulièrement pertinente dans notre monde marqué par la montée des communautarismes culturels. Gérard Lenclud a enfin analysé la façon dont Lévi-Strauss définit et utilise le concept de nature. Bien qu'utilisant couramment son opposition à l'idée de culture, il ne conçoit pas moins cette opposition comme une création de la culture à laquelle il appartient.

Cette conférence a été publiée : *Études du CEFRES*. N° 12, Gérard Lenclud, « Claude Lévi-Strauss aujourd'hui ». 27 p. Vous pouvez la consulter en ligne : <http://www.cefres.cz/publications/etude12.pdf>

« COMMENT AFFRONTER A VINGT-SEPT LES NOUVEAUX DEFIS DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL ? »

Colloque européen organisé par le CEFRES en collaboration avec la fondation Notre Europe (Paris) et le centre de recherche UZEI (Prague), avec le soutien des ambassades de France de Prague et de Varsovie, le 29 octobre, au CEFRES.

Quelques semaines avant le Conseil européen consacré au bilan de santé de la PAC, ce colloque qui a réuni plus d'une centaine de participants appartenant au monde agricole et rural et venus de toute la République tchèque, avait pour objectif d'ouvrir le débat autour de la politique agricole et de développement rural.

Dans son allocution de bienvenue aux participants, M. l'Ambassadeur de France, Charles Fries, a rappelé qu'il s'agissait de l'une des grandes priorités de la Présidence française de l'UE. Il a souligné les raisons pour lesquelles l'UE avait besoin d'une PAC forte en insistant sur les vertus de la régulation et la nécessité de réformer cette politique dans la perspective de l'après 2013. La représentante de la Commission européenne en République tchèque a présenté les objectifs du bilan de santé. Le premier vice-ministre de l'Agriculture I. Hlaváč a indiqué que la République tchèque participerait à la recherche d'un consensus constructif en formulant ses orientations libérales de manière intelligible.

Présidée par B. de Largentaye (Délégation de l'UE auprès de l'OECD et de l'UNESCO), la première table ronde s'est interrogée sur les ambitions des Européens concernant leur agriculture. Après une mise en perspective

historique de la PAC évoquée par L. Bourgeois (APCA), H. Guyomard (INRA) a analysé les défis et les objectifs de la PAC au regard de l'ensemble des facteurs d'évolution de l'agriculture européenne. L'économiste tchèque T. Doucha (UZEI) a présenté les spécificités des structures agricoles de la République tchèque par rapport au modèle agricole européen. D. Goszczynski (ministère de l'Agriculture de la Pologne) a parlé de la politique européenne en matière de qualité des produits et des garanties offertes au consommateur.

La deuxième table ronde a porté sur le deuxième pilier de la PAC, la politique communautaire de développement rural. L'économiste tchèque J. Pražan (UZEI) a souligné les défis que pose le développement de nouvelles fonctions et de nouveaux usages dans les zones rurales ainsi que les attentes parfois contradictoires de la société à leur égard. P. Perrier-Cornet (INRA), partant de l'analyse des nouvelles « figures » de la campagne, a montré qu'il n'y avait pas de vision unifiée du développement rural et a mis la pluralité des conceptions à l'œuvre en regard des orientations de la politique de développement rural. E. Saraceno (BEPA, Bruxelles) a abordé le thème de la gouvernance des zones rurales en posant la question de la coordination des politiques en matière de développement rural (second pilier de la PAC) et de développement régional (politique de cohésion).

La troisième table ronde a ouvert le débat concernant le projet politique pour l'Europe agricole et rurale. Cette table ronde, modérée par M. Jouen (Notre Europe), a permis à J. Plewa (DG AGRI, Bruxelles) de présenter les contraintes externes de la PAC en replaçant les échanges commerciaux européens dans leur contexte mondial. H. Gaymard, député de la Savoie, a montré que l'agriculture était un secteur d'avenir, au Sud comme au Nord, à condition de revisiter la théorie de l'échange international. Il a tracé les lignes de force de la PAC de demain : redéfinir les soutiens aux actions agro-environnementales et de développement rural ; assurer le risque climatique, gérer le risque sanitaire, imaginer un dispositif pour prendre en compte le risque économique. Si les trois premiers objectifs font consensus, il reste à avancer sur le quatrième. Avant de discuter des perspectives budgétaires, il convient d'aborder les questions de fond. Le vice-ministre tchèque de l'agriculture Hlavač a ensuite pris la parole pour assurer que la future présidence tchèque poursuivrait le processus engagé.

Un riche débat s'est alors ouvert qui a révélé l'intérêt porté par un auditoire nombreux à l'avenir du secteur agricole, aux instruments de lutte contre la crise économique et climatique, aux moyens de contrôle de la qualité des produits importés. Les conclusions de la table ronde ont souligné les convergences entre les interventions : le souci de réhabiliter l'agriculture dans sa dimension économique, la nécessité de tenir ensemble les objectifs de développement durable, de développement rural et de sécurité. Par rapport à la question des nouveaux défis de l'agriculture et du développement rural, il apparaît que la coupure entre anciens et nouveaux membres cesse d'être pertinente et que le débat doit être élargi aux autres régions du monde.

Ce colloque a permis de faire utilement avancer la compréhension des enjeux du bilan de santé de la PAC et de mieux faire connaître les positions françaises auprès d'un large public tchèque notamment composé de professionnels du monde rural qui ne partagent pas forcément les vues de leurs gouvernants.

Cette conférence a été publiée : *Études du CEFRES*. N° 13, « Comment affronter à vingt-sept les nouveaux défis de l'agriculture et du développement rural ? ». 26 p. Vous pouvez la consulter en ligne : <http://www.cefres.cz/publications/etude13.pdf>

« LES COMMUNES TCHEQUES DANS L'UNION EUROPEENNE »

Cette rencontre, organisée le 28 novembre 2008 par l'Institut d'études politiques de la Faculté des sciences sociales de l'Université Charles à Prague a réuni les politologues et sociologues tchèques, jeunes et confirmés (soulignons la présence d'un chercheur slovaque) qui se spécialisent sur les questions de démocratie locale et plus particulièrement municipale, un objet de recherche certes abordé à plusieurs reprises par la science politique tchèque (notamment à Olomouc et Brno), mais qui était resté jusqu'à présent peu traité à Prague.

Le premier panel intitulé „la science politique et les aspects de la politique locale“ a permis d'aborder plusieurs thématiques d'ordre plus général : typologie des communes en Europe et leurs institutions, le rôle de la fragmentation des sites, la participation des citoyens, l'impact des préceptes dits du „new public management“. Le deuxième panel, consacré à une approche plus comparative, s'est concentré sur d'autres aspects non moins importants, notamment les systèmes électoraux, les systèmes politiques locaux et l'analyse des acteurs politiques.

Notons que cette conférence a aussi permis l'annonce de la création d'une nouvelle revue en ligne, **Acta Politologica** (www.acpo.cz), dont le premier numéro sortira au cours du premier semestre 2009.

Recherche

Le traitement des héritages culturels du XIX^e siècle sous les régimes communistes centre-européens des années 1940 à 1960

À la faveur de ce séminaire, il s'agira de s'interroger sur le traitement réservé, dans l'après-guerre et les années stalinienne principalement, à *l'héritage culturel du XIX^e siècle* par les idéologues communistes et les nouveaux acteurs politiques et culturels des différents pays d'Europe centrale entrés tour à tour dans la zone d'influence soviétique après la Deuxième Guerre mondiale – en profitant aussi des éclairages apportés par des incursions dans d'autres aires géographiques (Union soviétique, Europe orientale et balkanique).

Quels domaines, périodes, « grands hommes », canons et stéréotypes tirés de ce XIX^e siècle font l'objet d'une mise en valeur (aux dépens d'autres) ; quelles articulations sont proposées entre *tradition* nationale et idéologie marxiste-léniniste dominante – et quel sort est réservé, dès lors, au concept de *modernité*...

Au-delà de ce type d'inventaire, ce projet doit mener un questionnement sur le pouvoir de *légitimation* accordé aux références puisées dans ce XIX^e siècle : sur les soubassements que ce passé revisité est susceptible de fournir, en particulier, à l'idée de la *nation* promue par ces régimes ; sur le fondement qu'il offre à ce « *patriotisme socialiste* » que les concepteurs de la nouvelle culture s'emploient à insuffler au « peuple », à égale proportion de l'« internationalisme prolétarien » ; sur l'enjeu *historiographique* qu'il a pu constituer et, dès lors, les manipulations et détournements dont il a fait l'objet.

Il s'agit également de décrire et d'analyser les *politiques culturelles* ressortissant à cette promotion des cultures nationales élaborées au XIX^e siècle et des formes de « traditionalisme » qui la sous-tendent. Il faut tenter d'évaluer la portée institutionnelle et socio-politique, forcément différente selon les cas, d'une telle résurgence : participe-t-elle d'une volonté émanant du plus haut niveau des instances du Parti et de l'État ; aboutit-elle, à l'instar de certaines grandes manifestations initiées en Tchécoslovaquie après 1948, à une véritable *culture de masse* dans les autres pays d'Europe centrale ; quelles empreintes durables a-t-elle laissées sur le système *éducatif* par le biais des manuels et programmes...

Ce séminaire, regardant l'histoire culturelle depuis son versant institutionnel et socio-politique et jusqu'en ses dimensions artistiques et esthétiques, se propose ainsi d'offrir aux problématiques abordées des éclairages comparatistes nécessaires et une inscription centre-européenne. Il est réalisé en collaboration avec le Centre d'étude de l'Europe médiane (INALCO, Paris).

Programme

- Jeudi 12 mars 2009, au CEFRES, 9h30-12h30

« **Enjeux d'une historiographie littéraire** en réécriture : l'exemple tchèque (années 1950) »

Catherine Servant (INALCO / CEFRES), « Les "grandes traditions de la nation tchèque" en héritage : aspects du XIX^e siècle revu (et corrigé) autour de 1948 » (introduction)

Michal Bauer (Université de Bohême du sud, České Budějovice), « Receptce české literatury 19. století v české literární vědě a poezii v 50. letech 20. století (nejen kolem "Jiraskovské akce") » [Réception de la littérature tchèque du XIX^e siècle dans les études littéraires et la poésie tchèques des années 1950 (l' "Action Jirásek" et autres)]

Jiří Brabec (Institut Masaryk de l'Académie tchèque des sciences), discussion

Une traduction consécutive tchèque-français sera assurée.

- Début avril 2009, au CEFRES (date à confirmer)

« **Usages de l'histoire, mythes nationaux en constructions et déconstructions (Hongrie, Tchécoslovaquie)** »

Étienne Boisserie (INALCO / Centre d'étude de l'Europe médiane), « Usages et stratégies d'analyse des relations slovaco-tchèques sous la double monarchie dans le contexte du rétablissement de l'État tchécoslovaque (1944-1954) : de l'Insurrection nationale slovaque au procès contre les "nationalistes bourgeois" »

András Kányádi (INALCO / Centre d'étude de l'Europe médiane), « Traître ou héros ? Représentations du général Görgey à l'époque du stalinisme en Hongrie »

- Début mai 2009, au CEFRES (date à confirmer)

« **Les arts et les lettres du xx^e siècle à l'épreuve des "adaptations" (Union soviétique, Bulgarie)** »

- Catherine Géry (INALCO / Centre de recherches russes et euro-asiatiques), « Qui a peur de Lady Macbeth ? La nouvelle de N. S. Leskov (1831-1895) *Lady Macbeth du district de Mtsensk* (1865) et ses adaptations au XX^e siècle »

- Marie Vrinat-Nikolov (INALCO / Centre d'étude de l'Europe médiane), « Comment réécrit-on l'histoire littéraire dans la Bulgarie communiste des années 1950-1970 ? »

- Fin mai 2009, au CEFRES (date à confirmer)

Séance conclusive : « les politiques culturelles face aux héritages nationaux (années 1950 et 1960) »

Cette table ronde (en cours d'organisation), réunissant des spécialistes d'histoire culturelle de l'espace centre-européen – Hongrie, Pologne, République démocratique d'Allemagne, Tchécoslovaquie – portera plus spécifiquement sur les *politiques culturelles* procédant, dans les différents contextes nationaux concernés, des « retours » au legs national du XIX^e siècle, et de ses usages.

Catherine Servant

Focus

ÉTAT DES LIEUX DES DÉBATS DE POLITIQUE EXTÉRIEURE À LA VEILLE DE LA PRÉSIDENTIE TCHÈQUE DE L'UE

L'éventail de conférences organisées à Prague durant le mois de novembre a été l'occasion, à quelques semaines de la présidence européenne, d'un état des lieux des débats et des priorités tchèques en matière de politique extérieure de l'UE. Ces discussions réunissant diplomates, experts et universitaires interviennent à un moment crucial où il s'agit d'assurer une certaine continuité, sinon coordination, avec la présidence française. C'est pourquoi plusieurs hauts fonctionnaires français y prirent part, à l'instar de Claude-France Arnould (directrice des 'Questions de Défense' au Secrétariat Général de l'UE), Benoît d'Aboville (ancien ambassadeur de France à l'OTAN) ou Charles Fries (ambassadeur de France en République tchèque). Plusieurs figures-clés de la politique étrangère tchèque, tel Tomáš Pojar (vice-ministre des Affaires étrangères) ou Alexandr Vondra (vice-Premier ministre délégué aux Affaires européennes), présentèrent les vues de leur gouvernement sur les questions stratégiques prégnantes : alliance transatlantique, Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD), relations avec la Russie, élargissement et sécurité énergétique.

La République tchèque aura la responsabilité de prendre contact le plus tôt possible la nouvelle administration américaine à un moment où les États-Unis, touchés par la crise économique, risquent d'être tentés de se replier sur eux-mêmes. Alors que des dossiers tel l'Afghanistan ou la crise financière internationale appellent à une coordination transatlantique, Prague devra composer avec une configuration de transition qui pourrait entraver la coopération. En effet, tandis qu'à Washington un nouveau président prendra ses fonctions en janvier, l'Union européenne procédera au renouvellement de la Commission et du Parlement européen. Pour certains analystes, les États-Unis ont d'une certaine façon « abdiqué leur rôle de superpuissance » au moment de la crise géorgienne, et il est important que la République tchèque s'attache à les ramener dans le jeu, notamment en s'efforçant de lier l'agenda américain à celui de l'OTAN.

La thématique de l'OTAN a également été abordée du point de vue de ses interactions avec la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD). Au-delà du blocage institutionnel sur la question chypriote, le repositionnement de la France dans la structure de commandement de l'OTAN ainsi que l'évolution de la position américaine sur la PESD, confirmée au sommet de Bucarest, représentent un moment propice à l'approfondissement de la coopération entre les deux institutions. Comme l'a souligné une représentante du Secrétariat Général de l'UE, une réelle complémentarité existe puisque l'OTAN apporte une coordination euro-atlantique tandis que la PESD est un des instruments d'une entité contrôlant toute une gamme de moyens. Une meilleure coopération est notamment apodictique en Afghanistan où la coordination opérationnelle est quasiment inexistante. À l'occasion de ces discussions, un représentant du gouvernement tchèque a pour sa part réaffirmé que le maintien et le renforcement de l'Alliance atlantique demeurerait le principal objectif stratégique de son pays. Concernant l'orientation future de la PESD, la République tchèque entend, lors de sa présidence, mettre l'accent sur l'approfondissement du volet civil. Un cadre du ministère des Affaires étrangères a par ailleurs souligné que, si la zone soviétique avait été évitée jusqu'à maintenant pour des raisons politiques, les missions PESD sont destinées à terme à être implantées davantage dans cet espace. Il est par ailleurs intéressant de noter que dans le cadre de sa présidence européenne la République tchèque devra superviser la

mise en place de l'opération maritime au large des côtes somaliennes (ATALANTA), opération assez éloignée de ses priorités géographiques comme de ses traditions militaires. Enfin, la perspective de la révision de la Stratégie Européenne de Sécurité a donné lieu à une réflexion générale sur la Politique Étrangère et de Sécurité Commune (PESC), à l'identification de nouvelles menaces (sécurité énergétique, cyber-sécurité, etc.), à la réévaluation des relations de l'UE avec ses partenaires stratégiques (États-Unis, Russie en particulier).

Du fait de la crise ossète de cet été, la question des relations avec la Russie a largement occupé les débats. Comme le faisait remarquer un chercheur, à la différence des années 1990, Moscou a dorénavant également une « politique de voisinage ». Deux tendances coexistent au sein de l'UE quant à la gestion du voisinage commun et plus généralement concernant la position à adopter vis-à-vis de la Russie : certains États membres sont partisans d'une approche inclusive visant à une coopération progressive avec Moscou dans le cadre de la Politique Européenne de Voisinage (PEV) ; d'autres tendent à favoriser une approche de *soft containment* de l'influence russe dans le voisinage immédiat de l'UE. Un diplomate tchèque a réaffirmé l'importance pour l'UE de « parler d'une seule voix », tout en indiquant qu'il était trop tôt pour rétablir un dialogue tout à fait ordinaire avec Moscou. Enfin, plusieurs analystes ont souligné que l'UE ne devait pas abjurer sa 'posture normative' et demeurer intransigeant sur ses valeurs démocratiques. Par exemple, s'il semble nécessaire de réformer l'OSCE dans son mode de fonctionnement, les principes sur lesquels l'organisation repose, à savoir les Accords d'Helsinki de 1975, demeurant pertinents et nécessaires.

Le programme des présidences européennes est souvent dicté par l'agenda général de l'UE. Les thématiques discutées plus haut sont largement imposées par le contexte européen et international. Néanmoins, la hiérarchisation de l'agenda procure une certaine souplesse et permet d'accorder la priorité à certains sujets au détriment des autres. La question de l'élargissement est un de ces points sur lesquels Prague souhaite mettre l'accent. L'intérêt envers l'Europe orientale et les Balkans occidentaux est très net. La République tchèque soutient ainsi « l'initiative suédo-polonaise » (pour un nouveau partenariat oriental) et entend faire progresser de façon significative la finalisation du processus d'adhésion de la Croatie. Un diplomate en charge du dossier a rappelé à ce propos la position de son gouvernement, qui considère que la poursuite de l'élargissement n'est pas conditionnée par la ratification du traité de Lisbonne. Par ailleurs, l'importance de la Turquie pour la sécurité énergétique, autre priorité de la présidence tchèque, a été soulignée par plusieurs analystes qui souhaitent que Prague, à l'aune de son soutien affiché à une adhésion rapide, « change le ton de l'UE » vis-à-vis d'Ankara. Sur ce thème entre autres, la proximité de vues entre la République tchèque et la Suède, et donc la possible complémentarité de leurs présidences, a été relevée. Enfin, concernant la sécurité énergétique, la question de la libéralisation du marché européen a été présentée comme solution potentielle par plusieurs intervenants extérieurs. À noter également, un échange de vues fructueux entre experts français et tchèques sur la question de l'énergie nucléaire.

David Cadier

Agenda

- Jeudi 18 décembre 2008, au CEFRES

Fécondité et politiques des âges de la vie en France et dans les pays du Groupe de Visegrad

Colloque international organisé par le CEFRES, les ambassades de France à Prague, Bratislava, Varsovie et Budapest et le GIP SPSI (Santé, Protection Sociale Internationale)

- Jeudi 26 février

Journée d'étude à la mémoire de Jean-Pierre Vernant

avec la participation de Jacques Revel (EHESS),

en partenariat avec l'Association Jan Hus, l'Académie des sciences de la République tchèque, l'EHESS et l'ENS-LSH de Lyon.

9h30, au CEFRES

Comprendre et agir

Jean-Pierre Vernant, professeur au Collège de France, n'a jamais séparé son action de citoyen engagé de sa réflexion scientifique. Ce lien étroit entre sa façon de penser et son engagement politique a fortement marqué toute son œuvre, associant constamment passé et présent. C'est à une relecture de cette œuvre extrêmement riche et variée que sera consacrée la Journée organisée par l'Association Jan Hus, le CEFRES et l'Institut de philosophie de l'Académie des sciences. Ses collègues et ses amis apporteront leur témoignage à cette vocation d'une grande figure de pensée.

14h30 à l'Institut de philosophie, Académie des sciences, Na Florenci 3, Prague 1

Témoignages de ses pairs et de ses élèves sur l'influence exercée par l'œuvre de Jean-Pierre Vernant aussi bien en France qu'en Tchécoslovaquie.

17h30 à l'Institut français de Prague, Stěpánská 35, Prague 1

La pensée grecque, film de Marc Ferro

Cette « leçon » est consacrée à Jean-Pierre Vernant, entouré de ses élèves et amis, Françoise Frontisi, François Hartog, Pierre Vidal-Naquet.

- 2 mars 2009

Atelier en sciences sociales (CEFRES/EHESS/ENS LSH/Université Charles) « Penser les libertés revisiter le libéralisme »

Pierre Manent (Philosophe et historien, directeur d'études à l'EHESS)

« **Le libéralisme dans l'histoire politique de l'Europe** »

- 23 mars 2009

Atelier en sciences sociales (CEFRES/EHESS/ENS LSH/Université Charles) « Penser les libertés revisiter le libéralisme »

Pierre-Cyril Hautcœur (Économiste, directeur d'études à l'EHESS)

« **Finances publiques et politiques monétaires à l'épreuve du libéralisme et de la démocratie** »

- 6 avril 2009

Atelier en sciences sociales (CEFRES/EHESS/ENS LSH/Université Charles) « Penser les libertés revisiter le libéralisme »

Boris Gobille (Politiste, maître de conférences à l'ENS-LSH)

« **Le néo-libéralisme en France et ses contestations altermondialistes** »

- Jeudi 9 avril

Atelier franco-tchèque en sciences historiques

Jacques Paviot, Université Paris XII

« **Définir la croisade** »

- Jeudi 16 avril

Atelier franco-tchèque en sciences historiques

Sophie Cassagnes-Brouquet, Université de Toulouse II-Le Mirail

« **Écriture de l'histoire, écritures d'histoire** » (Moyen-Âge) « Vědecké psaní o dějinách, psaní historických románů » (konfrontace práce badatelky-medievistky a spisovatelky)

- 4 mai 2009

Atelier en sciences sociales (CEFRES/EHESS/ENS LSH/Université Charles) « Penser les libertés revisiter le libéralisme »

Michel Sénellart (Philosophe, Professeur à l'ENS-LSH)

« **La question du libéralisme selon Michel Foucault** »

- Jeudi 7 mai

Atelier franco-tchèque en sciences historiques

Michel Zink, Collège de France

« **La matière du Graal** »

Dernières publications du CEFRES et soutenances de thèse

SOUTENANCE D'HABILITATION

Le 12 novembre 2008, Michel Perottino a présenté sa leçon d'habilitation en études internationales devant le Conseil scientifique de la Faculté des sciences sociales de l'Université Charles à Prague sur le thème « L'immigration en France - problèmes et politiques publiques ».

DERNIÈRES PUBLICATIONS DES MEMBRES DU CEFRES**Pascal Marty**

Avec Guozhen Shen, « Chaoyang Feng, Zongqiang Xie, Zhiyun Ouyang, Junqing Li : Proposed conservation landscape for giant Pandas in the Minshan Mountains, China », *Conservation Biology*, vol. 22, No 5, 2008, p. 1144-1153.

Marie-Claude Maurel

Chapitre 3 – De nouveaux modèles agroalimentaires en Europe centrale et orientale dans : *Nourrir les hommes* (dir. Jean-Paul Charvet), Paris, Ed. Sedes/CNED (CAPES-Agrégation, géographie), 2008, p. 100-137.

« L'action publique 'par le bas' : l'approche LEADER en Europe centrale », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n° 4, 2008, p. 33-61.

« Deux visages de l'agriculture familiale vingt ans après » dans : *L'agriculture française et l'agriculture polonaise dans l'Europe de 2007 : expériences partagées et intérêts communs ?*, Varsovie/Paris, Académie polonaise des sciences, 2008, 230 p.

Pavel Sitek

« Le discours postcolonial à la française » vu comme « redescription métaphorique de la réalité » *Migrations Société* vol. 20, n° 120, [20 p.]

Michel Perottino

Avec Eliška Tomalová, « Francie a EU. Francie unavená Evropou? » [La France et l'UE. La France fatiguée de l'Europe ?] dans *Evropská Unie v členských státech a členské státy v Evropské Unii* (dir. L. Rovná, Z. Kasáková et J. Váška), Prague, Eurolex, 2007, p. 23-48

Catherine Servant

« *Et maintenant ?* Histoire(s) sans lendemain dans *Kudy šel anděl* [Par où est passé l'ange] (2005) de Jan Balabán », contribution au colloque international « Conflits, divisions, antagonismes dans le discours littéraire contemporain en Europe médiane (1989-2007) », organisé par le Centre d'étude de l'Europe médiane, les 17 et 18 novembre 2008, salons de l'INALCO / Institut d'études slaves, Paris.

Elsa Tulmets

Ed. avec Laure Delcour: *Pioneer Europe? Testing EU Foreign Policy in the Neighbourhood*, Baden-Baden, Nomos, 2008, 257 p.

PUBLICATIONS DU CEFRES

Études du CEFRES. N° 12, Gérard Lenclud, « Claude Lévi-Strauss aujourd'hui ». 27 p. Consulter en ligne : <http://www.cefres.cz/publications/etude12.pdf>

Études du CEFRES. N° 13, « Comment affronter à vingt-sept les nouveaux défis de l'agriculture et du développement rural ? ». 26 p. Consulter en ligne : <http://www.cefres.cz/publications/etude13.pdf>

Vous pouvez également consulter la liste des publications du CEFRES sur le site du CEFRES [www.cefres.cz/publications.php]

© LA LETTRE DU CEFRES

Les opinions émises dans les comptes rendus des conférences et des débats n'engagent que leurs auteurs.

Directeur de la publication : Marie-Claude Maurel

Rédaction en chef : Claire Madl et Michel Perottino

cefres@cefres.cz